GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

BOULEVARD

AVEUE HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies)

ABONNEMENT
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (chambre civile) :
Expropriation pour cause d'utilité publique; cassation du jugement d'expropriation; dans quel arrondissement doivent être choisis le magistrat-directeur et le jury. — *Cour impériale de Paris (1^{re} ch.) :* Plainte en diffamation par un juge de paix contre un conseiller de Cour impériale.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle) :
Armée de mer; navire rentrant dans le port, en état de réserve, avant le jugement de l'affaire criminelle pendante devant le Conseil de guerre de bord; compétence. — Escroquerie; co-associé; états fictifs de paiements aux ouvriers; fausses entreprises. — Délit de presse; amnistie; pourvoi en cassation. — Appel; infirmation; évocation; frais; compétence. — *Cour d'assises de la Loire-Inférieure :* Assassinat suivi de vol.

PARIS, 22 DECEMBRE.

Par décret impérial en date du 20 courant, l'intérim du ministère de l'intérieur, confié à S. Exc. M. Billault, ministre sans portefeuille, a cessé à partir de ce jour.

Par décret impérial en date du 19 décembre, Est institué :

Juge de paix du canton de Breil, arrondissement de Nice (Alpes-Maritimes), M. René Deblanqui, juge de paix actuel.

Sont nommés juges de paix :

Du canton de Vico, arrondissement d'Ajaccio (Corse), M. Tibéri, juge de paix de Serrano, en remplacement de M. Pandolfi, qui a été nommé juge de paix d'Olmeto; — Du canton de Rieux, arrondissement de Muret (Haute-Garonne), M. Pailhas de Saint-Martin, juge de paix de Cadours, en remplacement de M. Josse de Labouglie, décédé; — Du canton de Belin, arrondissement de Bordeaux (Gironde), M. Jean Dubreuil, maire de Salles, en remplacement de M. Dutauzin, admis sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite (loi du 9 juin 1853, article 5, § 1^{er}); — Du canton de Lussac, arrondissement de Libourne (Gironde), M. Granchant, licencié en droit, suppléant du juge de paix du canton de Seyches (Lot-et-Garonne), en remplacement de M. Boussier, décédé; — Du canton d'Olargues, arrondissement de Saint-Pons (Hérault), M. Jean-Louis-Charles de Cazis de Lapeyrouse, avocat, en remplacement de M. Villebrun, qui a été nommé juge de paix de la Salvetat; — Du canton de Brecey, arrondissement d'Avranches (Manche), M. Bondelet, juge de paix (Aunay Calvados), en remplacement de M. Loyer, nommé juge de paix de ce dernier canton; — Du canton d'Aunay, arrondissement de Vire (Calvados), M. Loyer, juge de paix de Brecey (Manche), en remplacement de M. Bondelet, nommé juge de paix de ce dernier canton; — Du canton de Geispolsheim, arrondissement de Strasbourg (Bas-Rhin), M. Foderé, suppléant d'actuel, en remplacement de M. Picquet, qui a été nommé juge de paix de Vasselonne; — Du canton de Rehais, arrondissement de Coulommiers (Seine-et-Marne), M. Jean-Baptiste-Henri Laurent, en remplacement de M. Debourges; — Du canton de Chalus, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), M. Dervaud, juge de paix du canton de Saint-Germain-Belles, en remplacement de M. Moulin-Lavergne, décédé.

Suppléants de juges de paix :

Du canton de Mirepoix, arrondissement de Pamiers (Ariège), Jérôme-Henri Février, notaire; — Du canton de Dun-le-Vivier, arrondissement de Saint-Amand (Cher), M. Louis-Sylvain Lancher; — Du canton de Piana, arrondissement d'Ajaccio (Corse), M. Vincent Cecaldi; — Du canton de St-Aubin-du-Mormier, arrondissement de Fougères (Ille-et-Vilaine), M. Pierre-Ferdinand Sougis, notaire, maire de Mézières; — Du canton de Neung-sur-Beuvron, arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), M. Léonidas Cadet-Devaux, maire de Neung-sur-Beuvron; — Du canton de Selles-sur-Cher, arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), M. Gabriel-Félix Guvié, notaire; — Du canton de Saint-Symphorien-des-Bois, arrondissement de Roanne (Loire), M. Francisque Lest, adjoint au maire, membre du conseil d'arrondissement; — Du canton de Géry-la-Salle, arrondissement de Coutances (Manche), M. Louis-Pierre-Emile Jehenne, notaire; — Du canton de Saint-Saulge, arrondissement de Nevers (Nièvre), M. Saint-Laurent Chambrun d'Uxoloup de Rosemont, maire de Saint-Benoît-les-Bois, bachelier en droit; — Du canton d'Irsingen, arrondissement de Mulhouse (Haut-Rhin), M. François-Joseph Beck, notaire; — Du canton de Limonest, arrondissement de Lyon (Rhône), M. Antoine-Anne-Mamès, notaire; — Du canton de Saint-Valery-en-Caux, arrondissement d'Yvetot (Seine-Inférieure), M. François-Placide Hélasse (Tarn-et-Garonne), M. Pierre Pagès, notaire, adjoint au maire de Montaigny, et M. Pierre Hébrard, adjoint au maire de Lacour.

Le même décret porte :

M. Mariani, suppléant du juge de paix du canton de Morogast, arrondissement de Corte (Corse), est révoqué.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Pascalis.

Audience du 17 décembre.

PROPRIÉTÉ POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — CASSATION DU JUGEMENT D'EXPROPRIATION. — DANS QUEL ARRONDISSEMENT DOIVENT ÊTRE CHOISIS LE MAGISTRAT-DIRECTEUR ET LE JURY.

La Cour de cassation a cassé un jugement d'expropriation, c'est par le Tribunal de renvoi et dans son sein le magistrat directeur du jury, et c'est par le jury de l'arrondissement du Tribunal de renvoi que l'indemnité doit être réglée, et cette décision a été rendue, non par le jury de l'arrondissement du Tribunal de renvoi et sous la direction d'un magistrat de la situation des biens et sous la direction d'un magistrat de cet arrondissement.

Des terrains sis à Chaillot (Paris), appartenant au sieur Raynaud, comte de Coubert, avaient été, par jugement du Tribunal de la Seine, du 15 février 1857, frappés d'ex-

propriation pour cause d'utilité publique.

Ce jugement fut cassé, par arrêt du 8 août suivant, et la cause renvoyée devant le Tribunal de Versailles. Le 1^{er} mai 1860, le Tribunal de Versailles prononça l'expropriation des terrains du comte de Coubert, et commit, en conformité de l'article 14, § 3, de la loi du 3 mai 1841, l'un de ses membres pour diriger les opérations du jury.

Sans se préoccuper cependant de cette dernière disposition du jugement de Versailles, l'administration expropriante obtint, pour régler l'indemnité due au comte de Coubert, une délibération de la Cour impériale de Paris, portant choix d'un jury pris dans le département de la Seine, et une ordonnance du président du Tribunal civil de la Seine, portant désignation d'un des membres de ce Tribunal à l'effet de diriger les opérations du jury. Ce fut en effet le jury de la Seine qui régla l'indemnité.

Le comte de Coubert s'est pourvu en cassation, soutenant que le jury de la Seine était incompétent pour statuer, et que l'indemnité n'aurait pu être compétemment réglée que par le jury de l'arrondissement du Tribunal de renvoi. Ce pourvoi soulevait ainsi une question importante, et qui, toute pratique qu'elle est, était neuve devant la Cour de cassation.

La Cour, au rapport de M. le conseiller Aylies, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général de Raynal, sur les plaidoiries de M^{rs} Mathieu-Bodet et Jager-Schmidt, et après un long délibéré en chambre du conseil, a rendu l'arrêt suivant :

La Cour, sur les conclusions de M. l'avocat-général de Raynal, sur les plaidoiries de M^{rs} Mathieu-Bodet et Jager-Schmidt, et après un long délibéré en chambre du conseil, a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour, vu les articles 14, 29, 30 et 34 de la loi du 3 mai 1841;

« Attendu en droit, que, d'après l'article 14 de la loi précitée, le Tribunal qui prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique doit, en même temps, commettre un de ses membres pour remplir les fonctions de magistrat directeur du jury chargé de fixer l'indemnité;

« D'où il suit, d'une part, que le Tribunal qui prononce l'expropriation est seul compétent pour désigner le magistrat directeur du jury, et d'autre part, que ce magistrat ne peut être pris que parmi les membres de ce Tribunal;

« Attendu que ces règles tiennent à l'ordre même des juridictions, et qu'à ce titre leur infraction ne peut être couverte par le silence des parties, ni même par leur consentement;

« Attendu, d'ailleurs, que la juridiction du Tribunal ne peut s'étendre, et que les pouvoirs du magistrat-directeur qui s'y réfèrent, ne peuvent s'exercer en dehors des limites de l'arrondissement où siège ce Tribunal; d'où il faut conclure que c'est exclusivement au jury spécial de ce même arrondissement, placé sous leur autorité, qu'il appartient de fixer les indemnités réclamées à la suite des expropriations prononcées;

« Qu'on objecterait vainement que le jury de la situation des immeubles expropriés est seul compétent, aux termes de l'article 43 de la loi du 3 mai 1841, sauf le cas prévu par cet article d'attribution spéciale, après cassation, à un jury choisi dans un arrondissement voisin;

« Que cet article ne dispose, en effet, que pour le cas où l'expropriation est prononcée, aux termes du droit commun, par le Tribunal de la situation des immeubles expropriés, tandis que, conformément à ce même droit, il n'est point applicable au cas où, par suite de l'annulation du jugement qui avait d'abord prononcé l'expropriation, la cause est renvoyée à un autre Tribunal qui, à son tour, prononce définitivement cette expropriation;

« Qu'en effet, ce dernier Tribunal statue, à cet égard, dans la plénitude de sa juridiction, au même titre et de la même manière que le Tribunal dont le jugement a été annulé, et qu'il est vrai de dire que, sous ce rapport, les effets légaux du jugement du Tribunal de renvoi, spécialement pour le règlement de l'indemnité, ne peuvent différer, en aucun point, de ceux qui découleraient du jugement du Tribunal primitivement saisi;

« Qu'il n'en serait autrement que si, par une disposition expresse de la loi, l'exécution du jugement du Tribunal de renvoi était exceptionnellement réservée et dévolue à un autre Tribunal, ce qui n'est pas;

« Attendu, en fait, que l'arrêt de cassation qui a annulé le jugement du Tribunal civil de la Seine, prononçant l'expropriation de 735 mètres de terrain sis à Chaillot (Paris), appartenant au demandeur, a renvoyé la cause devant le Tribunal civil de Versailles;

« Attendu que, par suite de ce renvoi, ce Tribunal a prononcé l'expropriation desdits terrains, et désigné, parmi ses membres, le magistrat directeur du jury;

« Attendu, en cet état des faits, que le président du Tribunal civil de la Seine, quoique complètement dessaisi par l'arrêt de cassation, a néanmoins désigné ultérieurement, sur la requête du préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, M. Bazire, juge de ce Tribunal, pour directeur du jury, et que, par suite et en conséquence de cette désignation, le jury de la Seine a fixé l'indemnité réclamée par le demandeur, et que sa décision a été rendue exécutoire par ordonnance de ce magistrat;

« Attendu que, en procédant ainsi, la décision du jury de la Seine, du 23 août 1860, et l'ordonnance exécutoire du magistrat directeur qui a suivi, ont été rendues en dehors de leur compétence, ce qui constitue une violation formelle des dispositions précitées des articles 14, 29, 30 et 34 de la loi du 3 mai 1841;

« Casse et annule lesdites décision et ordonnance, etc. »

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} ch.).

Présidence de M. le premier président Devienne.

Audience du 22 décembre.

PLAINTES EN DIFFAMATION PAR UN JUGE DE PAIX CONTRE UN CONSEILLER DE COUR IMPÉRIALE.

M. Louis-Paul Huot, ancien procureur impérial au Tribunal d'Ussel, aujourd'hui conseiller à la Cour impériale de Colmar, est cité par M. le procureur-général impérial près la Cour de Paris, désigné pour connaître de cette affaire par arrêt de la Cour de cassation, en vertu de l'article 480 du Code d'instr. crim.; la prévention dirigée contre M. Huot résulte d'un article anonyme publié dans la *Petite Gazette des Tribunaux criminels de l'Alsace*, intitulé : *Esquisses de mœurs judiciaires; le Juge de paix*, et dans lequel M. Joseph Moncarier, ancien avocat et juge de paix du canton d'Aigurande, lequel se porte partie civile, du canton d'Aigurande, lequel se porte partie civile, signale le délit de diffamation et d'injure publique commise par sa personne, encore qu'il ne soit pas nommé dans cet article.

MM. Ernest de Neyremand, avocat à la Cour de Colmar, et Hoffmann, le premier rédacteur de la *Petite Gazette*,

le deuxième imprimeur de ce journal, sont compris dans la même poursuite.

A l'égard de tous les inculpés, l'action publique se trouve éteinte par l'effet du dernier décret d'amnistie; et M. le procureur-général Chaix-d'Est-ANGE, qui, assisté de M. le premier avocat-général Charrins, occupe le siège du ministère public, procède seulement comme partie jointe.

Une affluence considérable, en grande partie composée d'avocats en robe, occupe l'auditoire.

M. Huot est assis près de son avocat; M. Moncarier déclare persister dans sa plainte et sa constitution de partie civile. MM. de Neyremand et Hoffmann sont également présents.

Après les plaidoiries de M^{rs} Lachaud, pour la partie civile, qui conclut à la publication de l'arrêt à intervenir dans la *Petite Gazette des Tribunaux* et dans le *Corrézien*, journal judiciaire de l'arrondissement d'Ussel; M^{rs} Nogent Saint-Laurens, pour M. Huot; M^{rs} Hemerdinger, pour M. Hoffmann; et sur les conclusions de M. le procureur-général, après délibération en la chambre du conseil,

« La Cour, considérant que le défendeur, ancien procureur impérial à Ussel, a publié dans le journal intitulé : *Petite Gazette des Tribunaux de l'Alsace*, un article dans lequel M. Moncarier, juge de paix à Aigurande, est clairement désigné, et qui impute à ce magistrat des faits de nature à porter atteinte à sa considération;

« Que ces imputations se trouvent notamment dans le paragraphe commençant par ces mots : « Il voudrait bien être nommé membre du conseil général, » et finissant par ceux-ci : « Il n'est pas responsable du plus ou moins d'influence du nouvel élu; »

« Considérant que l'action publique est éteinte par le décret du 19 de ce mois;

« Considérant, quant au dommage éprouvé, qu'il a été restreint dans les plus strictes limites par l'estime même dont M. Moncarier est entouré dans son pays;

« Que, d'ailleurs, les imputations contenues dans l'article incriminé doivent être attribuées, de la part du défendeur, moins à l'intention de nuire qu'à des prétentions irréfléchies d'écrivain satirique;

« Que, dans de telles circonstances, il y a lieu de réduire la réparation à une condamnation aux dépens;

« Vu l'article 13 et suivant de la loi du 17 mai 1819;

« En ce qui touche de Neyremand et Hoffmann :

« Considérant qu'ils ont agi de bonne foi, et qu'il n'est d'ailleurs pris contre eux aucunes conclusions;

« Les renvoie de la demande; condamne Huot aux dépens envers toutes les parties en cause à titre de dommages-intérêts; déboute les parties de toutes autres conclusions. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Vaisse.

Audience du 30 novembre.

ARMÉE DE MER. — NAVIRE RENTRANT DANS LE PORT, EN ÉTAT DE RÉSERVE, AVANT LE JUGEMENT DE L'AFFAIRE CRIMINELLE PENDANTE DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE DE BORD. — COMPÉTENCE.

Les Conseils de guerre permanents des arrondissements maritimes ont seuls juridiction dans l'enceinte des arsenaux maritimes.

Par suite, dès l'instant où un bâtiment de l'Etat rentre dans l'enceinte d'un arsenal, soit pour être désarmé, soit seulement en réserve, le Conseil de guerre de bord cesse de fonctionner, et les affaires en cours d'instruction devant lui se trouvent de droit renvoyées devant le Conseil de guerre permanent de l'arrondissement maritime.

La Cour a consacré ces solutions en statuant sur un réquisitoire formé, dans l'intérêt de la loi, par M. le procureur-général Dupin, et dont voici les termes :

Le procureur-général impérial près la Cour de cassation expose qu'il est chargé par Son Excellence M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de requérir, en vertu de l'article 441 du Code d'instruction criminelle, l'annulation, dans l'intérêt de la loi, d'un jugement rendu le 2 août 1860 par le Conseil de guerre assemblé à bord du vaisseau-amiral à Toulon.

Ce jugement est intervenu dans les circonstances suivantes : Le nommé Marcelin Simoni, matelot de 3^e classe, faisant partie de l'équipage du bâtiment de l'Etat le *Fontenoy*, était prévenu de désertion à l'étranger en temps de paix. Traduit, en vertu de l'ordre de mise en jugement de M. le vice-amiral, préfet maritime, en date du 27 mars 1860, devant un Conseil de guerre assemblé à bord du vaisseau-amiral dans le port, bien que le vaisseau le *Fontenoy* se trouvât en ce moment dans l'enceinte de l'arsenal, Marcelin Simoni a été condamné à trois ans de travaux publics par application des articles 313 et 314 du Code de justice pour l'armée de mer.

Ce jugement n'ayant été l'objet d'aucun recours, est passé en force de chose jugée.

Violation des règles de la compétence et des articles 78 et 94 du Code de justice pour l'armée de mer.

Il résulte de documents fournis par le ministère de la marine que le vaisseau le *Fontenoy* était arrivé en rade de Toulon le 30 décembre 1859, qu'il y est resté jusqu'au 16 janvier 1860, jour de son entrée dans le port, et qu'il a été mis en réserve le 11 mars.

L'ordre d'informer contre Simoni fut donné le 6 janvier 1860 par M. le vice-amiral préfet maritime.

A ce moment, le vaisseau le *Fontenoy* était en rade, puisqu'il s'y trouvait encore au 16 janvier, jour où il est entré dans le port.

Il fut procédé à l'instruction par M. Valessié, lieutenant de vaisseau, désigné par M. le vice-amiral. Mais au moment où l'ordre de mise en jugement a été donné par M. le vice-amiral, le 27 mars 1860, et au moment de la mise en jugement le 2 avril suivant, le vaisseau le *Fontenoy* était dans l'enceinte de l'arsenal.

Or, les dispositions des articles 78 et 94 combinés du Code de justice pour l'armée de mer attribuaient positivement la compétence du Conseil de guerre permanent pour connaître de l'affaire dont il s'agit.

L'article 78 porte : « Sont judiciaires des Conseils de guerre permanents des arrondissements maritimes pour tous crimes et délits commis soit à bord, soit à terre, et sauf les exceptions prévues aux articles 88 et 102, et au titre III du présent livre, les individus portés présents à quelque titre que ce soit sur les rôles d'équipage des bâtiments de l'Etat ou détachés du bord pour un service spécial, lorsque ces bâtiments se trouvent dans l'enceinte d'un arsenal maritime. »

Quant à la compétence des Conseils de guerre à bord, elle

ne commence, aux termes de l'article 94 du même Code, que lorsque ces bâtiments ne se trouvent pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime. »

Ces dispositions sont précises, et il en résulte bien que la juridiction est déterminée par le lieu où se trouve le navire.

Ceci posé, il est certain, dans l'espèce, que l'ordre d'informer a été donné à d'autres fonctionnaires, et que l'instruction a été faite par d'autres fonctionnaires ceux qui auraient informé si, à l'époque où cet ordre a été donné, c'est-à-dire au 6 janvier, le vaisseau le *Fontenoy*, au lieu de se trouver en rade, se fut trouvé dans l'arsenal.

En effet, aux termes de l'article 7 du Code maritime, les commissaires impériaux et les rapporteurs près les Conseils de guerre permanents sont pris parmi les officiers supérieurs ou les officiers du grade de lieutenant de vaisseau, et, aux termes de l'article 7, il sont nommés par le ministre de la marine.

Quant aux fonctionnaires qui doivent informer devant les Conseils de guerre à bord, l'article 9 porte : « que l'autorité qui a ordonné l'information nomme immédiatement le commissaire impérial, le rapporteur et le greffier. »

L'article ajoute que les fonctions de commissaire impérial et de rapporteur peuvent être confiées à l'officier mentionné en l'article 204.

Or, cet article 204 n'exige pas que l'officier désigné pour procéder à l'instruction soit pris parmi les officiers supérieurs ou les officiers du grade de lieutenant de vaisseau.

Dans l'espèce, les deux fonctionnaires désignés ont le grade de lieutenants de vaisseau, mais ils auraient pu être revêtus d'un grade inférieur.

Mais cette circonstance que les deux fonctionnaires délégués par l'ordre d'informer, qui ont procédé à l'instruction, n'étaient ni le rapporteur, ni le commissaire impérial qui auraient procédé et requis devant le Conseil de guerre permanent, a-t-elle pu avoir une influence quelconque sur la compétence de la juridiction qui devait statuer sur le sort de l'inculpé ?

Evidemment non.

La compétence des diverses juridictions étant d'ordre public, il est de principe et de jurisprudence que tout Tribunal est juge de sa compétence, et que son premier devoir est d'examiner s'il a été légalement saisi, afin de se dessaisir, si l'affaire qui lui a été envoyée ne rentre pas dans ses attributions.

Cette règle incontestable pour les juridictions ordinaires est également pour les juridictions exceptionnelles; et si une juridiction correctionnelle saisie par une ordonnance du juge d'instruction n'est pas liée par cette ordonnance, et doit se dessaisir, si elle se reconnaît incompétente, un Conseil de guerre de bord n'est pas davantage lié, quant aux affaires que la loi n'a pas placées dans ses attributions, par l'ordre de mise en jugement, émané du préfet maritime.

Or, si cela est vrai de l'acte de mise en jugement, c'est-à-dire de l'acte même qui saisit la juridiction, cela est vrai à plus forte raison de l'ordre d'informer et des actes d'instruction qui n'ont pas pour effet de saisir les juridictions.

Si les actes d'instruction ont été faits par des fonctionnaires qui étaient compétents pour les faire au moment où l'ordre d'informer a été donné, ces actes conserveront toute leur valeur devant la juridiction à laquelle le prévenu sera renvoyé par l'ordre de mise en jugement, lors même que ce seraient d'autres fonctionnaires qui seraient chargés d'instruire et de requérir devant cette juridiction.

Si ces actes d'instruction étaient incomplets ou sans valeur à raison de l'incompétence des fonctionnaires de qui ils seraient émanés, ce serait un devoir pour les fonctionnaires chargés de l'instruction devant la nouvelle juridiction d'achever ou de refaire l'instruction, mais il ne serait pas possible de jamais faire résulter de la l'incompétence de la juridiction à laquelle la loi a positivement attribué l'affaire.

C'était donc dans l'espèce, nonobstant l'instruction faite à bord, au Conseil de guerre permanent, qu'il appartenait de statuer sur le sort du prévenu Simoni, et non à un Conseil de guerre assemblé à bord.

Ces principes ont été d'ailleurs positivement consacrés par le législateur lui-même dans l'article 234 § 2 du Code de justice maritime, portant que « les affaires de la compétence des Conseils de guerre dont l'information a été commencée (à bord) sont portées devant le Conseil permanent de l'arrondissement maritime dans le ressort duquel se trouve le bâtiment, lorsque ce bâtiment est mis en désarmement. »

Ainsi la circonstance que l'information a été faite à bord par les fonctionnaires compétents n'a pu, dans l'espèce que prévoit cet article, empêcher d'attribuer les affaires à la juridiction compétente au moment de la mise en jugement, et, comme le remarque Son Exc. le ministre de la justice, quoiqu'il ne soit parlé, dans cet article, que d'un bâtiment en désarmement, il doit en être de même du bâtiment mis en réserve puisqu'il se trouve également dans l'enceinte de l'arsenal.

Le jugement dénoncé est encore vicié d'incompétence à un autre point de vue; comme le fait observer M. le ministre de la marine dans sa dépêche à M. le garde des sceaux, il n'existe dans le Code de justice maritime aucune disposition qui implique la réunion éventuelle d'un Conseil de guerre de bord dans l'enceinte de l'arsenal, où l'action des Conseils de justice est seule admise, sauf les cas prévus à l'article 78, § 2, les faits qui dépassent la compétence des Conseils de justice, étant expressément réservés à la juridiction permanente du port, si le bâtiment d'où provient le prévenu n'est pas sur rade (art. 78, § 1^{er}). Cette dévolution interdit d'assembler un Conseil de guerre à bord du bâtiment amiral.

Sous tous ces rapports, M. le préfet maritime de Toulon a donc formellement méconnu les dispositions des articles 78 et 94 du Code de justice pour l'armée de mer, en traduisant le prévenu Simoni devant un Conseil de guerre réuni à bord du vaisseau amiral dans le port; et le Conseil a lui-même violé ces dispositions, et méconnu les règles de sa compétence en statuant sur la prévention.

Par ces considérations, Vu la lettre de S. Exc. le garde des sceaux, en date du 23 octobre, et les articles 78, 94, 234 § 2 du Code de justice pour l'armée de mer, et 441 du Code d'instruction criminelle et toutes les pièces du procès.

Le procureur-général requiert, pour l'Empereur, qu'il plaise à la Cour casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, la décision attaquée; ordonner qu'à la diligence du procureur-général, l'arrêt à intervenir sera imprimé et transcrit sur les registres du Conseil de guerre réuni à bord du vaisseau-amiral du port de Toulon.

Fait au Parquet, le 16 novembre 1860.

Le procureur-général, DUPIN.

Conformément aux conclusions de ce réquisitoire appuyées à l'audience par M. le procureur-général, la Cour, après avoir entendu le rapport de M. le conseiller Victor Foucher, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

« OUI M. Victor Foucher, conseiller, en son rapport; »

« OUI M. le procureur-général en ses conclusions; »

« Vu les articles 78, 94, 234, § 2, du Code de justice pour l'armée de mer, et 441 du Code d'instruction criminelle; »

Quant à la compétence des Conseils de guerre à bord, elle

En droit :
 « Attendu que l'article 78 du Code de justice pour l'armée de mer déclare justiciables des Conseils de guerre permanents des arrondissements maritimes tous individus portés présents, à quelque titre que ce soit, sur les rôles d'équipage des bâtiments de l'Etat ou détachés du bord pour un service spécial, lorsque ces bâtiments se trouvent dans l'enceinte d'un arsenal maritime, ainsi que les auteurs de tous crimes ou délits de la compétence des juridictions maritimes, siégeant à bord, lorsqu'ils ont quitté le bâtiment sur lequel ils étaient embarqués ou à bord duquel le crime ou le délit a été commis, et que ce bâtiment ne se trouve plus sur les lieux où il a été désarmé ;

« Que l'article 94 du même Code restreint la compétence des Conseils de guerre à bord des bâtiments de l'Etat, au cas où ces bâtiments ne se trouvent pas dans l'enceinte d'un arsenal maritime ;

« Que l'article 234, § 2, de ce Code porte que, quand un bâtiment de l'Etat entre en désarmement, les affaires de la compétence des Conseils de guerre don l'information est commencée sont portées devant un Conseil de guerre de l'arrondissement maritime dans le ressort duquel désarme le bâtiment ;

« Attendu que de la combinaison et de l'exercice de ces divers articles il résulte : 1° Que les Conseils de guerre permanents des arrondissements maritimes ont seule juridiction dans l'enceinte des arsenaux maritimes, sauf en ce qui concerne les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de deux années d'emprisonnement, dont la connaissance appartient aux Conseils de justice, conformément aux dispositions de l'article 102 du même Code ; 2° que, dès l'instant où le bâtiment rentre dans l'enceinte de l'arsenal, soit pour être désarmé, soit seulement en réserve, comme dans l'espèce, les Conseils de guerre de bord cessent de fonctionner, que les affaires pendantes et en cours d'instruction devant eux se trouvent de droit renvoyées devant les Conseils de guerre permanents de l'arrondissement maritime, et qu'il appartient seulement soit au préfet maritime, soit au ministre de la marine, de désigner celui de ces Conseils qui doit connaître de l'affaire, selon les distinctions établies aux articles 129, 130 et 138 du Code de justice ;

« En fait :
 « Attendu qu'il résulte des pièces et du jugement attaqué que si, au 6 janvier 1860, date de l'ordre d'informé contre Simon pour fait de désertion à l'étranger, le vaisseau le Fontenoy se trouvait en rade de Toulon, et si, à cette époque, le Conseil de guerre de bord se trouvait compétent, le bâtiment étant entré le 16 du même mois dans l'enceinte de l'arsenal, ce Conseil cessait d'avoir juridiction, et que les affaires en cours d'instruction devant lui devaient être portées devant le Conseil de guerre permanent de l'arrondissement maritime ;

« Attendu, dès lors, que le préfet maritime, en convoquant le Conseil de bord, le 27 mars 1860, pour statuer sur la prévention, et ce Conseil, en prononçant sur cette prévention, ont formellement violé les art. 78, 94 et 234, § 2, du Code de justice pour l'armée de mer, et ont méconnu les règles de leur compétence ;

« Par ces motifs :
 « La Cour, statuant sur les conclusions de M. le procureur-général, prises de l'ordre de M. le garde des sceaux, casse et annule, dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement du Conseil de guerre de bord du vaisseau le Fontenoy, assemblé sur le vaisseau-amiral dans le port de Toulon, en date du 2 avril 1860, lequel condamne Simon (Marcelin), à trois ans de travaux publics pour désertion à l'étranger, et ordonne qu'à la diligence du procureur-général en la Cour, le présent arrêt sera imprimé et transcrit en marge de la décision annulée. »

Bulletin du 21 décembre.

ESCRQUERIE. — CO-ASSOCIÉ. — ÉTATS FICTIFS DE PAIEMENTS AUX OUVRIERS. — FAUSSES ENTREPRISES.

En matière d'esqueroquerie, les expressions « fausses entreprises ou événements chimériques » employés dans l'article 405 du Code pénal, ne sont pas sacramentelles ; il n'est pas nécessaire que l'arrêt de condamnation les contienne, il suffit que les faits qu'il constate reçoivent nécessairement cette qualification à raison de leur nature.

Ainsi l'arrêt qui constate qu'un co-associé chargé de la surveillance et de la direction des travaux, a fait dresser par le contre-maître des états fictifs de paiements faits aux ouvriers, en exagérant le prix de leurs journées et en simulatant des journées non fournies, et contenant des doubles emplois, et qu'à l'aide de ces moyens frauduleux et de ces états fictifs présentés après le paiement fait aux ouvriers, il s'est fait remettre des fonds dont il s'appropriait la différence, constate des faits constitutifs de fausses entreprises et même d'un événement chimérique, prévus par l'article 405 du Code pénal.

Rejet du pourvoi en cassation formé par Joseph-Toussaint Pierquin, contre l'arrêt de la Cour impériale d'Aix, chambre correctionnelle, du 11 juillet 1860, qui l'a condamné à un an d'emprisonnement pour esqueroquerie.

M. Nougner, conseiller rapporteur ; M. Senéca, conseiller, faisant fonctions d'avocat-général, conclusions conformes ; plaidant M^e Larnac, avocat.

DÉLIT DE PRESSE. — AMNISTIE. — POURVOI EN CASSATION.

Par application du décret d'amnistie du 19 décembre dernier, relatif aux délits commis par la voie de la presse, la chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé que, vu ce décret, il n'y avait lieu de statuer sur le pourvoi en cassation formé par les sieurs Gounouilhon, gérant du journal la Gironde, et Lavertujon, rédacteur contre l'arrêt de la Cour impériale d'Agen, chambre correctionnelle, du 8 novembre dernier, qui les a condamnés chacun à 500 francs d'amende, pour diffamation.

La Cour d'Agen se trouvait saisie par suite du renvoi à elle faite par la Cour de cassation, en conséquence de l'annulation d'un précédent arrêt de la Cour impériale de Bordeaux.

M. Faustin Hélie, conseiller rapporteur ; M. Senéca, conseiller faisant fonctions d'avocat-général, conclusions conformes ; M^e Bosviel, avocat.

APPEL. — INFIRMATION. — ÉVOCAION. — FRAIS. — COMPÉTENCE.

Lorsque le juge d'appel infirme, pour vice de forme, un jugement de première instance, il doit évoquer et statuer au fond, aux termes de l'article 215 du Code d'instruction criminelle ; ou l'infirimation prononcée parce que le ministère public n'a pas été entendu, étant prononcée pour vice de forme, le juge d'appel s'est conformé à la loi en conservant, pour y statuer, la question du litige qui, au fond, était de savoir si le juge correctionnel était compétent pour décider si c'était en audience publique ou en chambre du conseil que devait être portée une difficulté relative à la taxe des frais réclamés par des experts.

La question de savoir si la demande de la liquidation de frais réclamés par des experts commis par justice, doit être portée devant le Tribunal, décidant en chambre du conseil, et non en audience publique ; ces questions, en effet, et conformément à l'article 194 du Code d'instruction criminelle, ne pouvant être résolues qu'après la décision prononcée et sur pièces à produire ultérieurement devant le juge, ne forment qu'un accessoire de la question principale et s'y lient intimement.

De même, et par cette dernière raison, cette question doit être portée devant le juge chargé de statuer sur le fond, et non devant la chambre du conseil civil du Tribunal.

Rejet du pourvoi en cassation formé par les sieurs Masse et Innocent, contre l'arrêt de la Cour impériale de Paris, chambre correctionnelle, du 12 juillet 1860, rendu en faveur des sieurs de Luyens, Payen et autres experts désignés.

M. Bresson, conseiller rapporteur ; M. Senéca, conseil-

ler, faisant fonction d'avocat-général, conclusions conformes. Plaidants, M^e Hippolyte Duboy et Bozérian, avocats.

COUR D'ASSISES DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.

Audience du 19 décembre.

ASSASSINAT SUIVI DE VOL.

A neuf heures, les abords du Palais-de-Justice sont envahis par une foule nombreuse. Les portes de l'audience s'ouvrent pour donner passage aux curieux.

Le siège du ministère public est occupé par M. Dubois, procureur impérial.

M. H. Maisonneuve, bâtonnier de l'Ordre des avocats, nommé d'office, est assis au banc de la défense.

On introduit l'accusé. Une rumeur circule dans le public à la vue de cet homme jeune et déjà accusé d'un grand crime. Il porte le costume des habitants de la campagne et est proprement vêtu. Son visage, qu'il tient incliné, paraît sombre ; il semble calme pendant la lecture de l'acte d'accusation, et répond d'une manière assez ferme, quoique d'une voix peu forte.

Après le tirage du jury et l'appel des témoins, qui sont au nombre de trente, M. le président interroge l'accusé sur ses nom, prénoms et qualités. Il répond se nommer François-Louis Volant, être âgé de vingt-trois ans et exerçant la profession de laboureur. Volant est né à Issé et habitait Moisdon, arrondissement de Chateaubriant. Il reconnaît avoir subi une condamnation pour complicité d'un vol commis à son instigation, par son jeune frère, âgé de douze ans, qui, quoique acquitté, est détenu à la colonie de Mettray.

Volant reconnaît aussi être l'auteur de l'assassinat de M. Danion, qu'il a tué et volé dans les circonstances suivantes :

« Le 8 novembre dernier, M. Danion, percepteur à Moisdon, avait été appelé par son service au chef-lieu de la commune de la Meilleraye. Parti à sept heures du matin, il devait, suivant son habitude, rentrer à son domicile vers sept heures du soir.

« Comme à neuf heures il n'était pas encore de retour, sa femme, agitée par les plus sinistres pressentiments, fit part de ses craintes à M. le maire de Moisdon, qui, par lui-même et par ses agents, procéda pendant toute la nuit à d'inutiles recherches.

« Ce fut seulement au point du jour qu'à 800 mètres du bourg, des traces de sang conduisirent deux témoins dans un champ voisin de la route impériale, où gisait le cadavre du malheureux Danion.

« A ses cruelles et nombreuses blessures, au désordre de ses vêtements, à l'état des lieux, il était aisé de reconnaître qu'un malfaiteur l'avait assailli par derrière, lui avait broyé le crâne sous les coups d'un instrument contondant, puis l'avait entraîné derrière une haie pour le dépouiller du montant de sa recette.

« Toutefois, dans sa précipitation, l'assassin n'avait pas découvert un porte-monnaie contenant près de 600 fr., et ne s'était emparé que d'une somme de 36 fr. environ et d'une montre en argent appartenant à M^{me} Danion.

« Par une imprudence providentielle, l'assassin avait laissé sur les lieux une clef anglaise souillée de sang, et à laquelle adhéraient les cheveux blancs de sa victime.

« Cet instrument du crime allait mettre la justice sur la trace du coupable. Le jour même on retrouvait le propriétaire de la clef, le sieur Humeau, de Moisdon, et l'on constatait qu'elle avait dû lui être dérobée par le nommé Volant, journalier, qu'il employait depuis quatre jours.

« Les antécédents judiciaires de cet individu, sa détestable réputation, son caractère violent ne confirmaient que trop les soupçons qui surgissaient contre lui.

« Volant était à la veille d'épouser une jeune fille qu'il avait séduite, et bien qu'il n'eût que des dettes et qu'il fut hors d'état de faire face aux frais de premier établissement, il avait annoncé hautement son mariage, loué une maison, commandé des meubles et fait connaître à ses créanciers qu'il allait les payer intégralement le 7 novembre ; il avait même fixé le surlendemain comme le jour de sa libération.

« Le 8, il était rendu de grand matin au bourg de Moisdon ; à onze heures, il l'avait quitté, et à partir de ce moment jusqu'à six heures du soir il avait été vu, par de nombreux témoins, rôdant autour de l'endroit où l'assassinat allait se commettre.

« Interpellé par diverses personnes que ses allures paraissaient surprendre, il avait eu recours, pour les expliquer, à différentes versions. Il avait trompé sa fiancée elle-même, et, dans un moment d'oubli, il avait répondu qu'il se dirigeait vers la Meilleraye.

« Le fait était vrai, car vers six heures on le rencontrait sur cette route.

« A la même heure, M. Danion s'en revenait à pied vers sa demeure ; un témoin le reconnaissait et remarquait qu'il était suivi par un inconnu.

« Quelques instants après, vers six heures vingt minutes, trois cris déchirants se firent entendre, et presque au même instant un cavalier se précipita sur son cheval se cabrer et refuser de franchir une mare de sang.

« A sept heures, Volant, essouffé, les cheveux mouillés de sueur, le visage taché de sang, se présentait chez la veuve Hunaut et donnait de nouvelles explications sur l'emploi de sa journée.

« Le lendemain, cet homme, naguère sans ressources, payait des dettes, se livrait à des dépenses, montrait de l'or et de l'argent qu'il tirait d'un sac en toile, semblable à celui de l'infortuné percepteur, et contemplant avec une certaine complaisance une montre en argent qu'on ne lui connaissait pas la veille.

« A Chateaubriant, où l'on n'avait encore que de vagues renseignements sur le crime, il en racontait les détails avec une précision qui, à elle seule, trahissait sa culpabilité ; et tel était son aveuglement, qu'il n'avait pas pris la précaution de faire disparaître le sang qui souillait son visage et ses vêtements.

« Arrêté le jour même, invité à rendre compte de ses démarches, de ses propos, de ses mensonges, de toutes les circonstances qui l'accusaient si hautement, Volant ne sut que balbutier des réponses embarrassées, multiplier les allégations les plus contradictoires, nier les faits les mieux appris.

« Il ne pouvait persister dans un pareil système, et, bientôt vaincu par l'évidence, il se décida à faire des aveux.

« Il voulait se marier, et il n'avait pas d'argent, a-t-il dit ; il lui en fallait à tout prix. Résolu à s'en procurer d'une façon ou de l'autre, il avait, dès le 7, caché la clef anglaise qui devait, entre ses mains, devenir une arme si terrible.

« Le 8, vers onze heures, il l'avait mise dans la poche de son pantalon, et pendant toute la journée il avait erré dans la campagne, attendant la nuit pour regagner la route et frapper un passant, ou plutôt, bien qu'il le nie, attendant le retour du percepteur dont il connaissait les habitudes et dont il avait su le départ.

« L'obscurité venue, il était allé au-devant de lui, il l'avait rencontré, s'était d'abord contenté de le suivre, puis l'avait abordé, et conversant avec l'homme dont il avait arrêté la mort, il avait froidement calculé le moment propice, le lieu favorable. A un kilomètre à peine de sa

maison, où M^{me} Danion et ses enfants se disposaient à recevoir et à embrasser leur mari et leur père, Volant avait levé son arme, la menace à la bouche ; il avait demandé la bourse ou la vie, et comme le percepteur voulait fuir, il lui avait asséné un coup terrible sur la tête.

« Etourdi, chancelant, le crâne fracturé, ce malheureux avait fait quelques pas, puis était tombé. L'assassin l'avait poursuivi, et obéissant, a-t-il déclaré aux derniers recommandations de sa victime, qui lui disait : « Achevez-moi, je vous pardonne ma mort ! » il l'avait achevé en lui portant de nouveaux coups.

« M. Danion ne disant plus rien, il l'avait traîné dans le champ, avait consommé son vol, et s'était éloigné en cherchant à laver avec sa salive le sang qui avait jailli sur sa blouse. »

Dans le cours des débats, M. le président demande à l'accusé de rapporter les détails de son crime.

Volant : Je ne pourrais pas.

M. le président. Alors je vais lire vos deux derniers interrogatoires, qui contiennent tous les renseignements que vous avez donnés à la justice.

Cette lecture a eu lieu. Dans ces interrogatoires, Volant dit qu'il se reconnaît coupable, qu'il avait résolu de tuer quelqu'un pour avoir de l'argent ; qu'il s'est armé dans cette intention, et qu'ayant rencontré M. Danion, il l'a frappé de plusieurs coups ; qu'ayant d'expirer, le malheureux percepteur lui avait dit : « Je vous pardonne ma mort, achevez-moi ; » qu'ayant traîné le cadavre dans un champ, il l'avait dépouillé et s'était emparé d'une montre et d'une somme de 36 francs ; que la montre était cachée dans la chambre occupée par lui à la prison de Chateaubriant, et que l'argent trouvé sur lui lors de son arrestation était bien celui soustrait au malheureux percepteur ; que d'ailleurs il n'en voulait pas à M. Danion, et qu'il aurait tué tout autre à sa place.

Après avoir donné cette lecture, M. le président demande à Volant s'il persiste dans ses aveux.

L'accusé, d'une voix presque intelligible : Non.

D. Ce n'est donc pas vous qui avez assassiné M. Danion ?

R. Je ne sais pas.

Les témoins entendus ne font connaître rien de nouveau. A cinq heures, le jury est entré dans la salle de ses délibérations, d'où il est revenu à cinq heures et demie, rapportant une réponse affirmative à chacune des questions posées.

En conséquence, la Cour a condamné Volant à la peine de mort, ordonnant que l'exécution aurait lieu sur la place publique de Chateaubriant.

Volant a écouté sa condamnation sans manifester d'émotion. Comme pendant tout le cours des débats, il tient la tête basse et penchée sur sa poitrine. L'audience levée, il s'est retiré sans proférer une parole et s'est rendu sous bonne escorte à la prison, où il a été revêtu, comme tous les condamnés à mort, de la camisole de force.

M. Rouher, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, vient d'adresser aux ingénieurs en chef chargés du contrôle des chemins de fer une circulaire pour appeler leur attention sur diverses mesures propres à assurer la sécurité des voyageurs contre des dangers dont l'assassinat de M. Poinsoy vient de révéler l'existence. L'opinion publique, très émue encore de cet audacieux attentat, saura gré au ministre de sa sollicitude.

Voici le texte de cette circulaire :

Paris, 12 décembre.
 Monsieur, l'attentat commis le 6 de ce mois, sur les chemins de fer de l'Est, a causé la plus douloureuse et la plus légitime émotion. Le public a vu en quelque sorte, dans cet affreux événement, la révélation d'un danger dont il semblait n'avoir pas soupçonné l'existence. Sans doute, si l'on réfléchit à tout ce qu'il a fallu de criminelle audace pour accomplir un tel crime, si l'on songe au concours de circonstances qui a pu seul permettre à l'assassin d'échapper à la surveillance des agents de l'exploitation, et aux dangers mêmes d'une évasion, on sera amené à ne voir dans ce déplorable événement qu'un de ces faits exceptionnels en dehors de toutes les prévisions.

Cependant il suffit qu'un tel crime ait pu se produire pour qu'il soit du devoir de l'administration de rechercher scrupuleusement, avec le concours des compagnies de chemins de fer, toutes les mesures qui peuvent être propres à en prévenir le retour et à rassurer l'opinion.

Parmi ces mesures, celle qui se présente la première à la pensée, et qui paraît, en effet, la plus efficace, consisterait à organiser d'une manière permanente le contrôle de route, au moyen de la circulation des agents sur les marches-pieds des voitures, convenablement disposés. Ce système, qui se pratique déjà sur les chemins de fer du Nord et du Midi, est, je le sais, peu favorablement accueilli par le public, qui se plaint des fréquents dérangements qu'il occasionne. Mais les considérations de sécurité générale doivent évidemment l'emporter sur de simples questions de commodité ou de convenances. Ce contrôle des agents des trains pouvant s'exercer à des moments indéterminés, et à toute époque de la marche des trains, semble une garantie sérieuse et qu'il n'est pas permis de négliger.

Il y aurait lieu d'examiner si, comme complément de ce contrôle, il ne serait pas possible de mettre à la disposition des voyageurs, dans chaque compartiment, un signal visuel qui serait arboré au dessus de la voiture et qui appellerait le conducteur placé dans la vigie de l'avant du train. Ce signal pourrait être éclairé la nuit au moyen d'un réflecteur placé au dessus des lampes.

On a signalé en outre, comme une mesure utile, l'établissement dans les voitures, de panneaux à glaces dormantes, formant une communication entre les divers compartiments ; ce système devra être également étudié.

Enfin, comme un malfaiteur ne peut s'échapper d'un train qu'au moment des ralentissements qui s'opèrent, soit à l'approche des stations, soit au passage des bifurcations, et le plus souvent du côté de l'entre-voie, il importe que les compagnies établissent une surveillance toute spéciale aux points que je viens d'indiquer.

J'appelle, monsieur, votre attention toute particulière sur les diverses mesures que je viens d'indiquer. Veuillez les étudier de concert avec la compagnie dont le contrôle vous est confié, et me faire connaître dans le plus bref délai possible, le résultat de cette étude.

CHRONIQUE

PARIS, 22 DÉCEMBRE.

M. Meymer est locataire d'un appartement dépendant d'une maison sise rue Saint-Lazare et appartenant à M. le marquis de Dampierre. Cet appartement, pour lequel il paye un loyer de 3,000 francs, est situé au fond d'une cour, ou plutôt d'une allée plantée longue de 150 mètres. Il paraît que le concierge de la maison, le sieur Julien, aurait refusé à M. Meynier de lui ouvrir la nuit les portes de la maison et de lui permettre de rentrer en voiture jusqu'au pied du corps de logis qu'il occupe, car M. Meynier a assigné M. de Dampierre devant le Tribunal, pour voir dire que le concierge sera tenu d'ouvrir à toute heure de jour et de nuit la porte cochère, et de laisser pénétrer librement les voitures.

A l'appui de sa demande, il rapporte que, le 17 avril et le 19 mai dernier notamment, il a été obligé, par suite du refus du concierge, de descendre avec sa famille de la voiture qui les ramenait de soirée, et de traverser à pied, et malgré la pluie, la longue avenue qui conduit à son domicile ; c'est là une prétention que messieurs les concierges ont déjà élevée plusieurs fois, et que toujours les

Tribunaux ont repoussée, c'est-à-dire qu'il a été jugé que le concierge était tenu d'ouvrir aux locataires à toute heure du jour et de la nuit. (Tribunal civil de la Seine, Gazette des Tribunaux du 12 janvier 1840 ; Tribunal de police municipale du 20 septembre 1835, Gazette des Tribunaux du 1^{er} octobre 1835 ; ordonnance de référé du 3 octobre 1855, Gazette des Tribunaux du 4 octobre 1855). C'est ainsi encore qu'il a été jugé que le locataire avait le droit de faire entrer dans la cour sa voiture et celles de ses visiteurs. (Cour de Paris, 8 janvier 1856, 1^{re} chambre, Gazette des Tribunaux du 9 janvier 1856). La résistance du concierge doit donc être condamnée, et pour le préjudice qu'il a éprouvé, M. Meynier réclame 250 fr. de dommages-intérêts, et l'autorisation, en cas de nouveaux refus, de se faire ouvrir avec l'assistance du commissaire de police.

A ces observations présentées par M^e Delsol, M. de Dampierre répond par l'organe de M^e Leberquier, qu'en louant à M. Meynier il lui a formellement interdit le droit d'entrer la nuit en voiture ; le jour il lui reconnaît cette faculté, mais elle devait cesser à minuit, et en imposant cette condition il avait pour but de protéger le repos des autres locataires qui est gravement troublé par l'introduction d'une voiture passée cette heure avancée. M. Meynier s'y est engagé sans difficulté, et, en effet, cela ne devait pas lui coûter beaucoup, car il n'a ni chevaux ni voiture, et ce qu'il appelle sa voiture c'est uniquement le fiacre ou le remis qui le conduit. Les plaintes qu'il formule aujourd'hui n'ont rien de sérieux. Toutes les fois qu'en rentrant M. Meynier trouve le concierge encore sur pied il se contente de descendre de voiture à la porte de la maison, mais quand il est plus tard et qu'il le trouve couché, il exige l'ouverture des portes, et pendant le temps nécessaire pour que le concierge se lève et aille ouvrir, il fait grand bruit et se plaint à haute voix de manière à troubler le repos de tous les voisins.

Le Tribunal a statué en ces termes :

« Attendu qu'en l'absence de toute convention particulière, tout locataire a droit de pénétrer avec voiture de louage ou autre dans les lieux qui lui ont été loués, à toute heure du jour ou de la nuit ; que Meynier réclame l'exercice de ce droit avec d'autant plus de raison que son appartement est séparé de la voie publique par une cour spacieuse ; que Dampierre ne justifie pas de conventions contraires ; mais, attendu que Meynier n'a pas éprouvé un préjudice appréciable en argent, et que Dampierre dans l'intérieur de la maison où il occupe un appartement, et à ce toute heure du jour ou de la nuit, dit que, faute par Dampierre de se conformer au présent jugement, il sera fait droit, et le condamne aux dépens pour tous dommages-intérêts. »

(Tribunal civil de la Seine, 5^e chambre, présidence de M. Page de Maisonfort.)

Jean Aubois, cocher de la compagnie des Petites-Voitures, est traduit devant le Tribunal correctionnel sous la prévention de blessures par imprudence. Encore cette fois, il s'agit d'un de ces actes de brutalité trop fréquents chez les cochers, et dont les habitants de Paris ont si souvent à souffrir ; voici comment le raconte un des témoins cités, M^{me} Marie Legrand :

Le 6 octobre, j'étais avec mon père sur le boulevard Saint-Denis, à onze heures et demie du soir, et nous cherchions une voiture pour nous rendre à Belleville, à un bal de famille. Mon père ayant vu une voiture arrêtée contre le trottoir, s'approcha du cocher, et appuyant une main sur le brancard de la voiture, lui dit de nous conduire à Belleville, rue de Paris, 175. « C'est trop loin, dit le cocher, et en faisant cette réponse il fouetta son cheval qui s'élança aussitôt et renversa mon père ; les roues de la voiture lui ont passé sur le corps, et suivant l'opinion des médecins, il a deux côtes enfoncées et des contusions graves. »

M. le président : Est-ce qu'il est encore malade des suites de ses blessures ?

M^{me} Marie Legrand : Il ne s'est pas encore trouvé aujourd'hui en état de se rendre devant le Tribunal.

Le sieur Haugard, brunisseur : Le 6 octobre j'accusais M. Legrand et sa fille ; nous nous rendions à Belleville, à un bal de famille. M. Legrand, apercevant une voiture rangée contre le trottoir, près de la Porte-Saint-Martin, alla appuyer la main sur le brancard, tournant le dos à la tête du cheval, et dit au cocher de nous conduire rue de Paris, 175, à Belleville. C'est trop loin, répondit le cocher, et fouettant en même temps son cheval, il renversa M. Legrand, qui tombe sous la voiture et reste écrasé sous les roues. Ceci s'est passé en un clin d'œil et au moment où je venais d'ouvrir la portière de la voiture et où M^{me} Legrand allait y monter. Si je n'avais retiré vivement cette demoiselle, elle aurait été aussi renversée.

Un contrôleur des Petites-Voitures : J'étais de service au moment où l'accident est arrivé. Au moment où je m'approchais pour prendre le numéro de la voiture, dans la croyance qu'elle allait charger, j'entendis une discussion entre le cocher et le bourgeois : « C'est trop loin, dit le cocher. — Vous me conduirez quand même, » répondit le bourgeois, et pour forcer le cocher à lui obéir, il s'est jeté sur le brancard pour arrêter le cheval. Le cocher a voulu que ce monsieur est tombé, mais je ne sais pas si le cocher l'a vu tomber ni ce qu'il a pu faire pour occasionner sa chute.

M. le président : Qu'avez-vous à répondre ? Vous avez occasionné un accident dont les suites sont graves.

Le cocher : Je vas vous dire la vérité, il en sera ce qu'il voudra.

M. le président : Parlez poliment ; vous n'avez rien à gagner à faire ici le rodomont.

Le cocher : Pardon. Si j'ai la grosse voix, c'est que je suis enrhumé.

M. le président : Il ne s'agit pas de votre voix, mais des mots que vous employez. Je vous recommande de parler poliment ; il paraît que vous n'en avez pas l'habitude.

Le cocher : Quand un monsieur m'a demandé pour Belleville, je lui ai répondu que mes chevaux étaient fatigués.

M. le président : Cela pouvait être ; dans ce cas, il fallait retourner à l'écurie ; du moment que vous étiez sur la place, vous deviez marcher. Mais il ne s'agit pas de cela, pourquoi avez-vous fouetté votre cheval pendant que le sieur Legrand était encore appuyé contre le brancard de votre voiture ?

Le cocher : Je ne l'ai pas vu ; j'avais deux messieurs et celui du brancard n'était pas celui qui m'avait parlé. Celui-là même qui m'a parlé, je ne l'ai pas vu ; je ne sais que la demoiselle. Apparemment que le blessé se sera jeté sur mon cheval pour l'arrêter quand il était lancé, et alors il sera tombé ; dans tout ça il n'y a rien de ma faute.

M. Sénart, avocat impérial : Nous pensons, nous, au contraire, que le prévenu a tout vu et tout occasionné. Nous connaissons trop les brutalités des cochers pour nous en étonner, mais cette fois l'acte de violence passe toute mesure, et nous demandons une application sévère de la loi, et contre Aubois, et aussi contre la compagnie. Voici pourquoi : d'un côté, la compagnie nous a fait passer un certificat duquel il résulte que le cheval conduit par Aubois est une bête très vive, très capricieuse, difficile à mener ; de l'autre, nous avons la déclaration d'un contrôleur de l'administration qui signale Aubois comme très brutal ; ainsi on confiait un cheval difficile à un cocher

Il y a une double faute qui engage sérieusement... Tribunal correctionnel (8^e chambre), dans les... des 14, 15, 18 et 19 décembre, a prononcé les...

Lait falsifié.

Antoine Royer, laitier à Paris, avenue de Clichy, 14;... de prison, 50 fr. d'amende. — Étienne Molunard,...

Vin falsifié.

Blouzon, marchand de vins, à Paris, place Royale, 17;... de prison, 50 fr. d'amende. — Joseph-Félix...

Café falsifié.

Abraham Emry, épicière à Paris, rue de Long-... de prison, 50 fr. d'amende. — Louis...

Viande corrompue.

Henri-Auguste Lagesse, marchand boucher à Gentilly, 17;... de prison, 50 fr. d'amende. — Joseph-Félix...

Tromperie sur la nature de la marchandise.

Decres, épicière et marchand de vin à Paris, rue de... de prison, 50 fr. d'amende. — Charles-François...

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

MAISON EN ALGERIE

de M. HEBERT-DELAHAYE, avoué à Rouen, rue de la Vicomté, 34.

au-dessous des mises à prix, et même à tout prix.

le mardi 8 janvier 1861, à une heure de l'après-midi, en l'audience des criées du tribunal civil de Rouen, de :

1^{re} Une PROPRIÉTÉ sise à Blidah.

2^e Une TERRE de Maraman, située à l'Oued-el-Halleig.

3^e Une MAISON sise à Blidah.

4^e Une MAISON sise à Blidah, rue et impasse de l'Oued-el-Halleig.

5^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

6^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

7^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

8^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

9^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

10^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

11^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

12^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

13^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

14^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

15^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

16^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

17^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

18^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

19^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

20^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

21^e Une TERRE sise à l'Oued-el-Halleig.

Tromperie sur la quantité.

Michel Guéze, dit Martin, épicière à Paris, rue du Port-Mahon, 15; huit jours de prison, 50 fr. d'amende. — Hippolyte-Isidore Quantin, marchand de combustibles à Paris, rue de l'Éperon, 4; quinze jours de prison, 50 fr. d'amende.

La clôture de LA SOUSCRIPTION aux 250,000 obligations de l'Empire Ottoman est fixée au

JEUDI 27 DÉCEMBRE.

Ces Obligations sont de 500 fr. chacune, Remboursables à 500 fr., Emises à 312 fr. 50,

Rapportant un intérêt de 30 fr. par an, SOIT 9 1/2 POUR 100.

Par contrat du 29 octobre 1860, passé entre le gouvernement ottoman et MM. J. Mirès et C^e, ratifié par firman (ou décret) de S. M. I. le Sultan, un emprunt a été effectué.

Garanties.

« Par firman de S. M. le Sultan, les revenus affectés donnés en garantie et spécifiés dans l'art. 9 du contrat, ont été confirmés. « Ces revenus, affectés au service des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt, s'élèvent en piastres ottomanes à 141,081,543 « Ou, en livres sterling 1,282,560 « Ou, en francs 32,064,000 »

La somme nécessaire pour solder les annuités dues pour les intérêts et l'amortissement ne s'élevant qu'à 27,360,000 fr., l'excédant sera versé au ministère des finances de l'Empire Ottoman (art. 11).

Commission de l'Emprunt.

Aux termes de l'article 12 du contrat, les contractants de l'Emprunt ont le droit de se faire représenter auprès du gouvernement, et, en outre, peuvent recevoir directement des mains des garants des fermiers les versements successifs des revenus affectés et de l'amortissement de l'emprunt.

Pour l'exécution de cette disposition, le gouvernement de Sa Majesté Impériale a autorisé la constitution d'une commission spéciale de douze membres résidant à Constantinople, à Paris et à Londres.

Remboursement du capital.

Ces obligations sont remboursables à 500 fr. en trente-six années, par tirages semestriels, qui se feront à Paris. Le 1^{er} tirage aura lieu au mois de juin 1861, et le remboursement à 500 fr. des obligations sorties sera effectué à partir du 1^{er} juillet 1861 avec le paiement des intérêts.

Paiement des intérêts.

Ces obligations de 500 francs chacune, rapportent 30 francs d'intérêt par an, jouissance du 1^{er} janvier 1861, payables les 1^{er} juillet et 1^{er} janvier, à Paris et à Londres.

Atributions d'obligations.

Par suite de traités faits, il a été attribué : Aux banquiers de Constantinople, représentés, à Paris, par M. G. Couturier et C^e et A. Rostand, ce dernier agissant pour MM. G. Hava et C^e 100,000 obligations.

A MM. Arlaud, G. Court et C^e, à leur nom et aux noms de leurs mandants de Constantinople 80,000 —

Aux actionnaires de la Caisse générale des chemins de fer 25,000 — Il a été réservé, en outre, pour une souscription publique :

250,000 OBLIGATIONS.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Ces obligations sont émises à 312 fr 50 c Elles sont payables comme suit : 62 fr. 50 en souscrivant ; 50 fr. » dans les dix jours de la publication de la répartition ; 50 fr. » du 20 au 30 janvier ; 50 fr. » du 18 au 28 février ; 50 fr. » du 20 au 31 mars ; 50 fr. » du 20 au 30 avril.

312 fr. 50 ensemble.

Les souscripteurs qui verseront en souscrivant le montant intégral des obligations, jouiront d'une bonification de 5 fr., dont il leur sera tenu compte après la répartition.

La souscription est ouverte :

A Paris, chez MM. J. Mirès et C^e, rue Richelieu, 99 ;

A Londres, à la Banque de Turquie ;

A Bruxelles, chez MM. Tiberghien Delloye et C^e ;

A Amsterdam, chez Alstorpius et Von Hemert ;

A Hambourg, chez MM. J. Berenberg Gossler et C^e.

Dans les villes où la Banque de France a des succursales, les versements pourront être faits au crédit de MM. J. Mirès et C^e.

La clôture de la souscription étant fixée au 27 décembre, les actionnaires de la Caisse générale des Chemins de fer devront, dans le même délai, user de la faculté qui leur est réservée.

J. MIRÈS.

CREDIT FONCIER DE FRANCE.

3^e Tirage des Obligations foncières 3 et 4 pour 100.

Le 3^e tirage des obligations foncières 3 et 4 pour 100 a eu lieu le 22 décembre. Il a été extrait de la roue 14 numéros qui donnent droit aux lots suivants :

Table with 2 columns: Lot number and Amount. Le n° 176,165, sorti le 1^{er}, gagne 100,000 fr. Le n° 164,385, sorti le 2^e, 50,000. Le n° 48,178, sorti le 3^e, 40,000. Le n° 6,054, sorti le 4^e, 30,000. Le n° 87,180, sorti le 5^e, 20,000. Le n° 62,172, sorti le 6^e, 10,000. Et les n° 125,443, 51,284, 138,842, 97,608, 173,922, 61,846, 187,078, 68,260, sortis ensuite, gagnent chacun 5,000 fr., ci 40,000. Total des lots. 290,000 fr.

La liste des numéros d'obligations sortis aux tirages précédents, et qui n'ont pas encore été présentés au remboursement, est adressée franco à toute personne habitant les départements qui en fait la demande par lettre affranchie.

— Le Musée des Familles est de plus en plus recherché comme le meilleur et le plus beau journal de famille illustré. Sa vingt-septième année (1860) forme un volume d'étranges moral, instructif et amusant.

L'année 1861 contiendra des articles de MM. P. Féval, Méry, Achard, Pitre-Chevalier, rédacteur en chef, etc. ; avec des gravures des premiers artistes.

— L'étude de M^e Adolphe Lecler, huissier, rue Saint-Martin, 229, est transférée rue de Turbigo, entre le boulevard Sébastopol et le passage de l'Ancre.

Bourse de Paris du 22 Décembre 1860.

Table with 2 columns: Instrument and Price. 3 0/0 { Au comptant, D^r c. 68 30. — Baisse « 10 c. Fin courant, — 68 30. — Baisse « 10 c. 4 1/2 { Au comptant, D^r c. 96 40. — Baisse « 10 c. Fin courant, — 96 50. — Baisse « 20 c.

Table with 5 columns: Instrument, 1^{er} cours, Plus haut, Plus bas, Dern. cours. 3 0/0 comptant... 68 35. Id. fin courant... 68 40. 4 1/2 0/0, comptant... 96 50. Id. fin courant... 96 50. 4 0/0, comptant... 2940. Banque de France... 2940.

ACTIONS.

Table with 2 columns: Instrument and Dern. cours, comptant. Crédit foncier... 940. Crédit mobilier... 755. Crédit indust. et comm... 567 50. Comptoir d'escompte... 500. Orléans... 1382 50. Nord, anciennes... 890. Nord, nouvelles... 895. Est... 600. Lyon-Méditerranée... 910. Midi... 522 50. Ouest... 560. Genève... 375. Dauphiné... 517 50. Ardennes anciennes... 435. Ardennes nouvelles... 435. Béziers... 91 25. Bessèges à Alais... 91 25.

OBLIGATIONS.

Table with 2 columns: Instrument and Dern. cours, comptant. Obl. foncier. 1000 f. 3 0/0... 305. — 500 f. 4 0/0... 496 25. — 500 f. 3 0/0... 481 50. Ville de Paris, 5 0/0 1852... 1112 50. — 1855... 475. Seine 1857... 230. Orléans 4 0/0... 997 50. — nouvelles... 308 75. Rouen... 308 75. — nouvelles... 965. Havre... 312 50. — nouvelles... 312 50. Nord... 312 50. Lyon-Méditerranée... 312 50. Paris à Lyon... 1045. — 3 0/0... 307 50. Rhône 5 0/0... 307 50. — 3 0/0... 307 50. Orléans... 307 50. Nord de l'Espagne... 255.

AVIS.

La Maison de Banque A. SERRE, 3, rue d'Amsterdam, a l'honneur de prévenir le public qu'elle ouvre des comptes-courants avec chèques à 5 0/0. Les avances sur titres sont faites au taux de la Banque de France, avec 1.25 de commission par 1,000 fr. prêtés. Négociations de titres avec conditions officielles. — Envoi immédiat des sommes.

— Monographie des Hémorroïdes, du D^r A. LEBEL, rue de l'Échiquier, 14; Paris, in-12. Prix : 2 fr. Méthode d'une efficacité remarquable, calme en 24 heures, guérison en quelques jours, sans danger de répercussion. — consultations de midi à 4 heures.

SPECTACLES DU 23 DÉCEMBRE.

OPÉRA. — La Favorite. FRANÇAIS. — Le Mariage de Figaro, les Caprices de Marianne. OPÉRA-COMIQUE. — Fra-Diavolo, l'Éventail, le Docteur. ODÉON. — L'Oncle Million, le Roman d'une heure. ITALIENS. — I Puritani. THÉÂTRE-LYRIQUE. — Le Val d'Andorre. VAUDEVILLE. — Les Filles de marbre, la Vie de Bohème. VARIÉTÉS. — 1^{re} représentation de la Revue. GYMNASSE. — La Dame aux Camélias, le Capitaine Bitterlin. PALAIS-ROYAL. — Le Passage Radziwill, le Serment d'Horace. PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Pied de Mouton. AMBIGU. — La Dame de Monsereau. GAITÉ. — L'Escamoteur. CIRQUE IMPÉRIAL. — Les Chevaliers du Brouillard. FOLIES. — Relâche. THÉÂTRE-DÉLAZET. — Le Doigt dans l'œil. BOUFFES-PARISIENS. — Orphée aux Enfers. BEAUMARCHAIS. — Le Marchand de Parapluies. LUXEMBOURG. — L'Amoureux transi, un Coup de pinceau. DÉLAZETTES (Ancienne salle). — Soirées géologiques et astronomiques de M. Rhode. CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres à 8 heures du soir. ROBERT HOUÏN (8, boul. des Italiens). — A 8 heures, Soirées fantastiques. Expériences nouvelles de M. Hamilton. SÉRAPHIN (12, boulevard Montmartre). — Tous les soirs à 8 h. CASINO (rue Cadet). — Bal les lundis, mercredis, vendredis et dimanches. — Concert les mardis, jeudis et samedis. VALENTINO. — Soirées dansantes et musicales les mardis, jeudis, samedis et dimanches.

Imprimerie de A. Guvor, rue N^e-des-Mathurins, 18.

Ventes mobilières.

FONDS

D'HOTEL MEUBLÉ ET DE M^e DE VINS

Etude de M^e GUYON, notaire à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, 25.

Vente, le 7 janvier 1861, à midi,

1^o D'un FONDS D'HOTEL MEUBLÉ et débit de liqueurs exploité à Paris, rue Saint-Honoré, 135.

Mise à prix : 1,000 fr.

Même à tout prix à défaut d'enchères.

2^o D'un FONDS DE MARCHAND DE VINS TRAITÉUR exploité à Paris ancien Belleville, rue des Envierges, 15, avec le droit au bail du terrain où il s'exploite et les constructions y élevées.

Mise à prix : 3,000 fr.

Qui pourra être baissée à 2,500 fr.

S'adresser audit M^e GUYON.

Et à M. Hécaen, svndic, rue de Lancry, 9. (1447)*

COMPAGNIE OTTOMANE

DE LA ROUTE DE BEYROUTH A DAMAS.

MM. les actionnaires de la Compagnie ottomane de la Route de Beyrouth à Damas sont informés que le conseil d'administration a décidé qu'il serait appelé sur les actions de la compagnie un troisième versement de 100 fr. par action.

Ce versement devra être effectué du 1^{er} au 20 février, à Paris, à la caisse de MM. G. Couturier et C^e, banquiers, cité d'Antin, 7.

A Beyrouth, au siège de la société. Les actionnaires qui n'auront pas versé dans les délais ci-dessus indiqués seront, aux termes de l'article 11 des statuts, passibles de l'intérêt de retard, calculé à raison de 6 p. 100 l'an sur le montant du versement, à partir du 1^{er} février. (3892)*

STÉ FR CAISE DES MINES DE CUIVRE

EN LIQUIDATION.

L'assemblée générale des actionnaires de la société française des Mines de cuivre en liquidation, convoquée au siège social, rue de la Chaussée-d'Antin, 19 bis, le 21 décembre courant, n'ayant pas réuni le nombre d'actions voulu par l'article 21 des statuts, est renvoyée au jeudi 10 janvier prochain, à deux heures précises. En conformité de l'article 21 des statuts, quel que soit le nombre des actions représentées, les décisions de cette assemblée seront valables. (3891)

COMPAGNIE DES

CHEMINS DE FER DES ARDENNES

Le conseil d'administration à l'honneur de prévenir MM. les actionnaires que les intérêts du semestre échéant le 15 janvier 1861, soit : 10 fr. pour les actions anciennes ; 5 fr. pour les actions nouvelles, seront payés, au siège de la compagnie, rue de Provence, 68, à partir du 15 janvier, de onze heures à trois heures, fêtes et dimanches exceptés, ou dans les succursales de la Banque de France.

Ce paiement, pour les titres au porteur, aura lieu, sous déduction de l'impôt à percevoir au profit du Trésor, en vertu de la loi du 25 juin 1857, savoir :

Pour les actions anciennes, 31 c. par coupon ; Pour les actions nouvelles, 33 c. par coupon. Les titres nominatifs n'étant pas soumis aux droits, les coupons afférents à ces titres seront payés intégralement. (*)

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE

DES TROIS BASSINS RÉUNIS

DE ST-ÉTIENNE DE LA LOIRE, DE ST-ÉTIENNE DE LA BASSE-SAVOIR ET DES MINES DE LA HAUTE-LOIRE. Le gérant de la compagnie à l'honneur de prévenir MM. les actionnaires que l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire, convoquée pour le 18 décembre courant, n'ayant pu se constituer faute d'un nombre suffisant d'actions représentées, elle est renvoyée au 10 janvier prochain, à l'effet d'approuver comme assemblée ordinaire les comptes de gestion, et comme assemblée extraordinaire, de délibérer sur tous les cas prévus par l'article 47 des statuts et dont l'assemblée sera saisie par des propositions qui lui seront présentées.

ÉTRENNES DU MONDE ÉLÉGANT

PLACE DE LA MADELEINE, 4.

La maison TALBOT et LEBLANC à l'honneur d'informer sa nombreuse clientèle qu'elle vient d'ouvrir un magasin où elle a réuni un choix immense de produits de ses diverses fabriques de dentelles, tels que : Voilettes, Cols, Parures, Mouchoirs, Coiffures, Barbes, Pélerines, Pointes, Mantellets, Châles, Volants, Garnitures en dentelle, Application de Bruxelles, Chantilly, Point à l'aiguille, Guipures, Valenciennes, Point de Venise, Angleterre, C^{ies}, Dentelles de Saxe.

Prix comme en fabrique. NOTA. — On se charge des assortiments de dentelle au prix de fabrique. (3891)

BAISSE DE PRIX

DÉPÔT DE THÉS DE LA C^{ie} ANGLAISE

PLACE VENDÔME, 23, A PARIS.

La réduction des droits de douane et la conclusion des affaires de Chine, dont nous escomptons l'influence favorable, nous permettent d'annoncer, à partir de ce jour, une baisse notable sur toutes nos séries de thés, sans exception. — Baisse proportionnelle sur nos théières, bouilloires, plateaux, etc. (en métal anglais) de la meilleure fabrique de l'Angleterre. Nous rappelons à cette occasion que la Compagnie Anglaise, établie en 1823, n'a ni dépôt, ni succursale dans Paris, et qu'elle est la seule qui ait toujours fait de la vente des thés une spécialité exclusive. (3888)*